



Artikel

Hartweg, Frédéric: Les Eglises protestantes de RDA et le 17 juin 1953. In: Themenportal Europäische Geschichte (2008), URL: <<http://www.europa.clio-online.de/2008/Article=355>>.

Die Druckversion des Artikels findet sich in:

Cahn, Jean-Paul, Kaelble, Hartmut (Hgg.): Religion und Laizität in Frankreich und Deutschland im 19. und 20. Jahrhundert. Religions et laïcité en France et en Allemagne aux 19^e et 20^e siècles. Stuttgart: Franz Steiner Verlag 2008, S. 120-136.



LES EGLISES PROTESTANTES DE RDA ET LE 17 JUIN 1953

Frédéric Hartweg

Au début des années 1950 la situation politique et économique en RDA devint de plus en plus restrictive, dureté que les membres des Eglises ressentait également. Le but de cette contribution est de décrire et d'analyser la situation de l'Eglise protestante dans la zone d'occupation soviétique et en RDA entre 1945 et 1953. Le gouvernement tentait de manipuler, d'infiltrer et d'intimider les Eglises. D'un côté, il existait des propositions officielles de coopération, et d'un autre côté, les dirigeants politiques avaient pour objectif de bannir la présence ecclésiastique de l'espace publique. L'état discréditait surtout les jeunes chrétiens regroupés au sein de la « Jeune communauté » et dans les paroisses universitaires, parce qu'ils menaçaient la situation de monopole de la FDJ (« Jeunesse libre allemande » organisation de masse pour les jeunes en RDA). En outre, l'auteur étudie les événements et les décisions politiques de cette époque, qui aboutirent aux émeutes du 17 juin 1953 : leurs effets sur l'Eglise et ses membres, et la position que l'Eglise adopta face à ces événements.

Die zunehmend restriktive Atmosphäre in der DDR Anfang der 1950er Jahre bekamen auch die Mitglieder der Kirchen zu spüren. Der vorliegende Artikel beschreibt und analysiert die Situation der Kirche in der sowjetisch besetzten Zone und der DDR zwischen 1945 und 1953. Die Regierung versuchte, die Kirchen zu manipulieren, zu infiltrieren und einzuschüchtern. Gab es einerseits öffentliche Angebote der Kooperation, so liefen parallel parteiinterne Bestrebungen der SED, die Kirche aus dem öffentlichen Raum zu verdrängen. Besonders angegriffen wurden die „Junge Gemeinde“ und die „Evangelische Studentengemeinde“, auch weil sie die Monopolstellung der FDJ als Jugendorganisation in Frage stellten. Des Weiteren betrachtet der Autor die Ereignisse und politischen Beschlüsse, die im Volksaufstand vom 17. Juni 1953 kulminieren: ihre Auswirkung auf die Kirchen, die Auswirkungen auf einzelne Mitglieder sowie die Standpunkte, die die Kirchen in diesem Prozess einnahmen.

Après avoir brossé à grands traits une évolution complexe comportant plusieurs césures idéologiques et institutionnelles entre 1945 et 1953 je concentrerai mon propos sur le 17 juin 1953, non sans avoir donné quelques indications générales sur la situation de l'Eglise protestante – terme utilisé pour désigner les Eglises territoriales regroupées au sein de l'Eglise évangélique en Allemagne (EKD) – en Allemagne de l'est. Dans ces terres qui constituent le berceau historique de la Réforme, avec les hauts lieux de mémoire que sont Wittenberg, Erfurt, Eisleben, la Wartburg, Eisenach et Leipzig pour associer J. S. Bach à Luther, le recensement de 1950 fait apparaître 81,3 % de la population déclarant son appartenance à l'Eglise protestante. En raison de son importance quantitative, mais aussi du fait de sa volonté affichée d'être présente dans l'espace public, l'Eglise protestante va supporter l'essentiel de l'affrontement avec le SED et le régime de la RDA. Pour

appréhender le phénomène dans la relative longue durée, et pour éviter une analyse monocausale, il convient de relever que ces régions d'Allemagne ont connu dès avant 1914 un fort recul de la pratique religieuse. Si les Eglises étaient, certes, sorties en 1918 de l'ère constantinienne, la séparation < boiteuse > de la Constitution de Weimar leur maintenait cependant de fortes positions publiques. En contribuant à l'affaiblissement des bases culturelles et institutionnelles du protestantisme – en particulier du vecteur de transmission qu'est l'enseignement religieux scolaire et des structures associatives de jeunesse – le III^e Reich a diminué les capacités de résistance des Eglises protestantes contaminées par ailleurs par les positions des Chrétiens allemands. C'est donc avec des positions passablement affaiblies que l'Eglise abordait, en Allemagne de l'est, la période de l'après-guerre. La vulgate marxiste, encore véhiculée en 1989 dans le volume 9 dirigé par Rolf Badstübner de la *Deutsche Geschichte*, préconisait une alternative simple pour la population allemande en 1945, qui, « une fois la perte de la foi en le Führer consommée, se répartissait en deux camps, les uns se tournant vers la vision du monde rationaliste du mouvement ouvrier ou les forces de progrès bourgeoises issues de l'Aufklärung, tandis que les autres, nécessitant une foi nouvelle, acceptaient volontiers l'offre de l'Eglise. »¹

En l'absence d'un modèle soviétique transposable, il fallait très largement improviser, tout en se situant dans la continuité d'une idéologie et d'une pratique du Parti communiste allemand d'avant 1933, athée et anticlérical virulent. Malgré l'incompréhension et l'ignorance manifestes et souvent réciproques de deux cultures religieuses aussi différentes que l'orthodoxie russe et le luthéranisme allemand qui procédaient, par-delà les différences théologiques et ecclésiologiques, de deux conceptions peu compatibles du rôle de l'Eglise dans l'espace public, malgré le fondement athée de la puissance occupante qui n'avait mis ses campagnes de propagande et ses persécutions antichrétiennes en veilleuse que pour la brève période de l'union sacrée de « la grande guerre patriotique », le choc fut moins rude qu'escompté. En l'absence d'interlocuteurs communistes ou antifascistes avérés, les représentants de l'administration militaire soviétique SMAD s'adressaient à des gens d'Eglise sur le terrain, considérant que celle-ci avait été dans son ensemble moins contaminée que les élites par l'idéologie national-socialiste. Ceux-ci se voyaient promus au rang de médiateurs et d'intercesseurs pour une population privée de la possibilité de s'articuler librement dans l'espace public, l'institution ecclésiastique étant elle-même perçue comme un facteur d'ordre. Des pasteurs ou des prêtres furent ainsi nommés dans des fonctions de liaison dans l'administration municipale, souvent avec un rôle d'alibi et de paravent de la gestion du pouvoir réel par le PC puis le SED. Si c'est l'arbitraire qui déterminait souvent le comportement soviétique, dans de nombreux cas cependant, ce fut l'occupant qui tempéra parfois les initiatives de militants communistes zélés contre des chrétiens et les Eglises, en constituant une sorte d'instance d'appel.

La période correspondant au statut de Zone d'occupation soviétique (ZOS) de 1945 à 1949 voit la mise en place de conditions d'existence modifiées pour

1 Badstübner, Rolf, *Deutsche Geschichte*, Berlin (Est), 1989, p. 49.

l'Eglise protestante tandis que celle-ci conserve assez largement sa structure et sa mentalité multitudinistes, étant donné le nombre relativement faible des sorties d'Eglise. Ainsi confortée dans un statut, pourtant entamée par l'élimination de l'enseignement religieux du système scolaire, elle est peu portée à remettre en question son mode de fonctionnement. Elle est fortement tentée par une stratégie d'hibernation, comptant sur une durée réduite d'existence de la ZOS puis de la RDA. Le renouvellement des structures de direction des Eglises territoriales est rapide, effectué sur le mode de l'auto-épuración sans trop de frictions, mais les structures de direction synodales du modèle des Conseils fraternels de l'Eglise confessante ne parviennent à s'imposer nulle part. Le travail diaconal connaît une grande ampleur dans des territoires accueillant 24,2 % d'expulsés et de réfugiés (18 % en zone US, 13 % en zone britannique et 3 % en zone française !).

L'attitude du SED face aux Eglises et aux religions est dictée par des considérations de principe, ceux du matérialisme historique et des patrimoines athées et anticléricaux des communismes allemand et soviétique. Ce principe est disputé à des conduites simplement tactiques, guidées par la volonté d'éviter des heurts susceptibles de nuire au maintien d'une façade de tolérance démocratique. Ceci conduit à des alternances ou des chevauchements chronologiques qui varient également en fonction du niveau d'opération, qui font apparaître des tentatives d'intégration, de manipulation, d'infiltration par « entrisme », d'intimidation, d'offres publiques de coopération, de mesures de confrontation radicale. Dans le secret des délibérations des organes dirigeants du SED, il y avait la volonté de parvenir, à terme, à la liquidation de la présence ecclésiastique dans l'espace public. Ces divers procédés tactiques et stratégiques se retrouvent dans un ensemble de textes publiés ou à usage interne², où l'on relève le double langage, particulièrement manifeste dans les échanges avec Arthur Rackwitz, « socialiste religieux » entré au SED avec quelques pasteurs via le SPD.³ Dans son manifeste de fondation le SED proclame en 1946 sa volonté de tolérance à l'égard des communautés religieuses, attitude dictée par le fait que deux tiers de ses membres ont encore des attaches religieuses, même ténues. La chance d'un dialogue authentique que présentait la présence des « socialistes religieux » ne fut pas saisie. Ils furent d'abord instrumentalisés puis rapidement marginalisés. Le SED ne prêta pas plus attention à la Déclaration des Conseils fraternels de l'Eglise confessante de Darmstadt de 1947 qui, contrairement à celle de solidarité dans la culpabilité de Stuttgart de 1945, amorçait une analyse politique prenant en compte l'histoire du mouvement ouvrier, l'avertissement du marxisme et l'alliance des Eglises avec les possédants et les pouvoirs établis. Le langage utilisé au sein du SED témoigne

2 Hartweg, Frédéric (sous la dir. de), *SED und Kirche. Eine Dokumentation ihrer Beziehungen*, t. 1, 1946–1967, Neukirchener Verlag, Neukirchen-Vluyn, 1995 ; voir également : Seidel, Johannes J., « Neubeginn » in der Kirche ? Die evangelischen Landes- und Provinzialkirchen in der SBZ/DDR im gesellschaftspolitischen Kontext der Nachkriegszeit (1945–1953), Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1989 ; Seidel, Johannes J., *Aus den Trümmern 1945. Personeller Wiederaufbau und Entnazifizierung in der evangelischen Kirche der SBZ Deutschlands*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1996.

3 Hartweg, *SED und Kirche*, p. XXIII et suiv.

d'une grande inculture religieuse, de l'incompréhension manifeste du phénomène ecclésial non assimilable ou réductible à un parti ou à un syndicat, d'un mélange « d'arrogance et d'ignorance ». ⁴ C'est ainsi qu'un catalogue de mesures du 6 avril 1949 préconisait la nécessité d'endiguer l'influence des « Eglises et des sectes » sur les femmes, les jeunes et les réfugiés et expulsés (*Umsiedler*), considérés sans doute comme particulièrement influençables. Considérant, non sans raisons, que la CDU constituait une concurrence non négligeable dans la population, conservant des attaches ecclésiales fortes et se référant à l'éthique chrétienne, le SED répondit à un article de J. Kaiser dans *Die Neue Zeit* du 11 août 1946. Dans son texte *SED und Christentum* du 27 août 1946 il rejetait la prétention de la CDU de se poser en sauveur de l'Eglise ainsi que toute confrontation entre marxisme et christianisme. Il situait l'antagonisme et le rejet de l'Eglise, qui ne visait pas la foi chrétienne elle-même, par le mouvement ouvrier dans la perspective historique d'une Eglise, instrument d'oppression. Avec une proportion élevée de femmes (40 %) et avec 95 % de ses membres sans attache partisane avant 1933, la CDU représentait, avec son mot d'ordre d'un socialisme procédant de la responsabilité chrétienne, une innovation considérable dans le paysage partisan. Elle opposait la coopération à la lutte des classes du marxisme, voyant en celui-ci une forme historique du socialisme parmi d'autres et sans position de monopole. Considérant le christianisme comme moteur de progrès, la CDU se voyait en septembre 1947 comme un brise-lame du marxisme dogmatique et des tendances totalitaires. ⁵

La volonté du SED de dépasser la séparation « boîteuse » de 1919 et d'obtenir une séparation radicale de l'Eglise et de l'Etat inspire les textes du projet provisoire de constitution d'une future RDA, présentés par ce parti le 14 novembre 1946, et des constitutions des *Länder*, en matière de liberté religieuse et de conscience et dans le domaine de l'enseignement religieux. L'article 135 du projet de 1946 ajoute un § 2 au texte de la Constitution de Weimar qui interdit aux Eglises d'abuser de leur position au nom de la foi ⁶, ces dispositions étant reprises avec des variantes dans des constitutions des *Länder*. ⁷ L'article 38 contient des dispositions sur la sortie d'Eglise, autre entorse à la séparation, et l'article 39 fixe la majorité religieuse à 14 ans. Le texte de la constitution de la RDA de 1949, qui reprend très largement les dispositions du projet de 1946, reconnaît expressément le droit des Eglises à des prises de position publiques, non sans avoir stipulé l'interdiction de tout abus (Art. 41.2).

La période 1945–1953 révèle, si l'on cherche à qualifier par ressemblance cet avatar des relations conflictuelles entre Eglise et Etat, un mélange d'aspects du

4 Gespräch zwischen dem ehemaligen DDR-Kulturminister und Staatssekretär für Kirchenfragen, Klaus Gysi, und Oberkirchenrätin Christa Lewek am 24. April 1990, dans *Kirchliche Zeitgeschichte* (KZG) 3, 1990/2, p. 440–468, p. 465 et suiv.

5 Richter, Michael, *Die Ost-CDU 1948–1952. Zwischen Widerstand und Gleichschaltung*, Düsseldorf, Droste, 1991 ; Wirth, Günther, *Die Beteiligung der CDU an der Umgestaltung der DDR in den fünfziger Jahren*, dans *KZG* 3 (1990), p.125–151.

6 « Der Mißbrauch der Kirche oder des Glaubens für politische Zwecke ist verboten. »

7 Hartweg, *SED und Kirche*, p. VIII et suiv.

Kulturkampf de Bismarck et du *Kirchenkampf* du III^e Reich.⁸ Faisant allusion au poids dominant des Eglises de l'ouest au sein de l'EKD, le SED et la police politique (*Stasi*) ont essayé de reprendre l'argument polémique contre l'ultramontanisme pour stigmatiser des Eglises dirigées de l'extérieur, en l'occurrence de l'Ouest. C'est pourtant à Eisenach que l'EKD avait, en juillet 1948, adopté ses statuts, acte fondateur à haute charge symbolique. Elle avait, pour éviter de nourrir une tentation irrédentiste, situé son action en Allemagne en fonction des personnes y résidant et non par rapport à des territoires historiques. La lettre pastorale de l'évêque de Berlin Otto Dibelius à la Pentecôte 1949 qui stigmatisait certains comportements du SED et de la police politique, comme semblables selon lui à celles qui avaient suscité la résistance des Eglises sous le III^e Reich, constitue plutôt une exception dans la mesure où Eglise et SED tentent surtout d'éviter une confrontation ouverte trop bruyante.

Dans le processus de distanciation de l'Eglise, et sans entrer dans un débat plus général qui peut être ancré dans des termes comme « sécularisation, modernisation, séparation radicale Eglise/Etat, laïcisme, désenchantement du monde, perte de la transcendance, déchristianisation, non transmission, etc. », les années 1949–1953 constituent un seuil pertinent. Il est difficile, voire impossible de procéder à une hiérarchisation des causes de cette désaffection dont l'asymétrie avec la situation en Allemagne de l'ouest est évidente. Afin d'éviter la tentation d'explications monocausales, téléologiques ou privilégiant trop exclusivement certains phénomènes par rapport à d'autres, nous avons souligné la base historique du recul précoce de la pratique religieuse dans cette partie de l'Allemagne centrale.

Pour la période d'après 1945 il convient de relever l'impact considérable du départ largement forcé des couches sociales qui constituaient l'assise sociologique principale des Eglises et les piliers de la vie ecclésiale. Il y a ainsi la catégorie, numériquement faible certes, mais longtemps socialement déterminante, les hobereaux qui, à travers l'institution du patronat, transposition à l'échelle locale du principe du *summus episcopus*, ont exercé une influence séculaire et profonde sur la population rurale jusqu'en 1918. Expropriés dans le cadre de la réforme agraire, ils ont de plus été sommés de quitter leur arrondissement de résidence pour éliminer cette influence. Or, contrairement aux clichés de la vulgate marxiste qui les intégrait globalement dans le pacte liant les castes militaire, industrielle et latifundiaire comme vecteurs du nazisme, ils avaient dans leur ensemble davantage résisté aux sirènes fascistes et fait preuve d'une plus grande lucidité à leur égard que les classes moyennes. Nombre d'entre eux se sont engagés dans les rangs de l'Eglise confessante, dans les cercles de l'opposition à Hitler, et la liste des victimes de la répression après l'attentat du 20 juillet 1944 est éloquente à ce sujet. Plus grand est le nombre de paysans qui quittent leur exploitation et la

8 Stappenbeck, Christian, *Kulturkampf oder Liquidierungsfeldzug. Überlegungen zur historischen Bewertung antikirchlicher Pressionen in der frühen DDR*, dans *Dritter Weg* 3, 4 décembre 1993, p. 105–111; Stappenbeck, Christian, *Öffentlichkeitsanspruch und Wächteramt der evangelischen Kirche beim staatlichen Beginn der DDR*, dans Scherstjanoi, Elke (sous la dir. de), *Provisorium für längstens ein Jahr*, Berlin, Akademie-Verlag, 1993, p. 353–362.

RDA. Avant même le début de la collectivisation ils sont victimes de la « lutte des classes à la campagne », propagée par le SED contre les prétendus « koulaks », caractérisée par un harcèlement incessant, par des discriminations, par des procès spectaculaires et par des condamnations iniques pour sabotage.

S'y ajoutent les départs des patrons de petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et du commerce, touchés par la socialisation ou des interdictions professionnelles. Victimes de discrimination dans l'enseignement secondaire et supérieur, les enfants de ces catégories sociales quittent également le territoire de la ZOS/RDA, tout comme ceux qui entendent valoriser une formation professionnelle à l'époque encore tout à fait compétitive dans une RFA engagée dans le cycle de croissance du miracle économique. Cette mobilité, largement opérée sous la contrainte, provoque une hémorragie considérable qui concerne non seulement ceux qui constituaient les effectifs traditionnels des Eglises, mais aussi ceux qui sont habités par l'énergie et le dynamisme nécessaires pour s'extraire d'un enracinement, avant de se lancer, à l'ouest, dans l'entreprise d'édification d'une nouvelle existence, et qui d'une certaine manière feront défaut à une Eglise, soumise d'abord à l'affrontement ouvert, puis à une tactique d'érosion plus lente.

La politique du régime – le comportement de ses composantes et ses organes – n'est pas exempte de discontinuité, elle fait preuve à la fois de dogmatisme rigide, de pragmatisme et d'opportunisme. Mais l'objectif final reste, avec des variations quant à la durée du processus, l'extinction de la religion considérée comme fondamentalement incompatible avec une société communiste. Pour le SED les Eglises constituent des vestiges de l'ordre ancien et la foi religieuse une manière de déficit intellectuel auquel il convient de remédier à la lumière du matérialisme historique, d'où l'utilisation de formules dépréciatives comme « noch Christen » ou « prétendus pasteurs ». En dehors des périodes d'offensive frontale le régime procède par un harcèlement constant, en portant son atteinte par des saisies, des confiscations arbitraires, des menaces de municipalisation d'œuvres caritatives et diaconales, des entraves au fonctionnement des institutions, par des campagnes de diffamation et de calomnies.⁹ C'est ainsi qu'est exigé

9 Sur les rapports Eglise-Etat, voir : Besier, Gerhard, *Der SED-Staat und die Kirche. Der Weg in die Anpassung*, München, Bertelsmann, 1993 ; Mau, Rudolf, *Der Protestantismus im Osten Deutschlands (1945–1990)*, Leipzig, Evangelische Verlagsanstalt, 2005 ; Maser, Peter., *Glauben im Sozialismus. Kirchen und Religionsgemeinschaften in der DDR*, Berlin (Ouest), Holzapfel, 1989 ; Nitsche, Helmut, *Zwischen Kreuz und Sowjetstern. Zeugnisse des Kirchenkampfes in der DDR (1945–1981)*, Aschaffenburg, Pattloch, 1983 ; Nowak, Kurt, *Christentum in politischer Verantwortung. Zum Protestantismus in der sowjetischen Besatzungszone (1945–1949)*, dans Kaiser, Jochen-Christoph ; Doering-Manteuffel, Anselm (sous la dir. de), *Christentum und politische Verantwortung. Kirchen im Nachkriegsdeutschland*, Stuttgart, Kohlhammer, 1990, p. 42–62 ; Onnasch, Martin, *Die Situation der Kirchen in der sowjetischen Besatzungszone 1945–1949*, dans *KZG 2* (1989), p.210–220 ; Onnasch, Martin, *Konflikte und Kompromiß. Die Haltung der evangelischen Kirchen zu den gesellschaftlichen Veränderungen in der DDR am Anfang der fünfziger Jahre*, dans *KZG 3* (1990), p. 152–165 ; Heidtmann, Günter (sous la dir. de), *Hat die Kirche geschwiegen ? Das öffentliche Wort der Evangelischen Kirche aus den Jahren 1945–1957*, Berlin (Ouest), Lettner, 1958 ; Heidtmann, Günter, *Kirche im Kampf der Zeit*, Berlin (Ouest), Lettner, 1954 ; Fenzel, I., *Zu einigen As-*

en 1950 le déplacement de la direction de l'Eglise de Berlin-Brandebourg de Berlin (ouest) à Brandenburg/Havel.

Au centre des attaques du régime, et avec une continuité évidente, se trouve le statut des jeunes chrétiens regroupé dans la « Jeune communauté » (*Junge Gemeinde*, JG) et dans les paroisses universitaires (*Evangelische Studentengemeinde* ESG) au sujet desquels s'exacerbent les antagonismes. Pour le régime, il s'agit d'organismes qui par leur offre d'activités attrayantes mettent en péril le monopole voulu par lui de la *Freie Deutsche Jugend* (FDJ), pluraliste au départ, mais devenue de plus en plus courroie de transmission du parti dans la jeunesse. L'Eglise a, quant à elle, toujours réaffirmé avec force que la JG était non pas une organisation autonome mais une manifestation de la vie ecclésiale à l'intention des jeunes dans les paroisses et que l'ESG représentait un service pastoral dans l'enseignement supérieur. Les attaches organisationnelles de la JG avec la *Jugendkammer* de Berlin-ouest et le *Bundesjugendring* servent de prétexte aux attaques virulentes qui culminent dans l'accusation d'être une « organisation de camouflage, de sabotage, d'espionnage, belliciste au service de l'impérialisme US et de ses suppôts ouest-allemands », prononcée par l'organe de la FDJ *Junge Welt*.¹⁰

Après diverses escarmouches, comme celle de l'annonce dans une lettre pastorale de l'évêque L. Müller (*Kirchenprovinz Sachsen*) d'une rencontre des dirigeants d'Eglise avec le Ministre-président Grotewohl, afin d'explorer les voies d'un *modus vivendi* (28 avril 1950), les tensions ne s'atténaient guère. Ceci révélait également le *Kirchentag* de Berlin de 1951 avec ses 300 000 participants venus de l'est et de l'ouest et dont le régime avait cependant permis l'organisation matérielle. C'est la décision du SED (juillet 1952), consécutive au rejet de la note de Staline proposant un traité de paix avec une Allemagne neutralisée, de procéder à une accélération de l'édification planifiée du socialisme et à l'accentuation de la lutte des classes, qui enclencha une offensive frontale et généralisée contre des Eglises, traitées d'agences de l'Ouest. La réduction unilatérale des subventions, la suspension de l'assistance à la collecte de l'impôt d'Eglise, les arresta-

pekten der Kirchenpolitik der KPD/SED im Verlauf der antifaschistisch-demokratischen Umwälzung in der SBZ in Deutschland, dans *Beiträge zur Theorie und der Geschichte der Religion und des Atheismus*, 4, Berlin (Est), 1989, p. 41–65 ; Baron, Udo, *Die fünfte Kolonne ? Die evangelische Kirche in der DDR und der Aufbau des Sozialismus*, dans Kowalczyk Ilko-Sascha (sous la dir. de), *Der Tag X – 17. Juni 1953. Die « Innere Staatsgründung » der DDR als Ergebnis der Krise 1952/54*, Berlin, Links, 1995, p. 311–334 ; Goerner, Martin G., *Die Kirche als Problem der SED. Strukturen kommunistischer Herrschaftsübung gegenüber der evangelischen Kirche 1945 bis 1958*, Berlin, Akademie-Verlag, 1997.

10 Noack, A., *Die evangelischen Studentengemeinden in der DDR. Ihr Weg in Kirche und Gesellschaft*, Merseburg, 1984 (autographié) ; Wensierski, Peter, *Evangelische Jugendarbeit in der DDR*, dans Henkys, Reinhard (sous la dir. de), *Die evangelischen Kirchen in der DDR*, München, Kaiser, 1982, p. 243–283 ; Wentker, Hermann, « Kirchenkampf » in der DDR. Der Konflikt um die junge Gemeinde. 1950–1953, dans *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, 42/1, janvier 1994, p. 95–127 ; ici p. 126 et suiv. ; Ueberschär, Ellen, *Junge Gemeinde im Konflikt. Evangelische Jugendarbeit in SBZ und DDR 1945–1961*, Stuttgart, Kohlhammer, 2003, p. 198.

tions et détentions arbitraires et les mesures discriminatoires contre les jeunes chrétiens (JG, ESG) conduisirent les dirigeants d'Eglise, devant le refus de dialogue du gouvernement à s'adresser au général Tschujkow, directeur de la Commission de contrôle soviétique, pour mettre en garde contre un *Kirchenkampf* à grande échelle (14 avril 1953).

Face aux graves conséquences des décisions de juillet 1952, les dirigeants soviétiques enjoignirent à la RDA, début juin 1953, d'opérer un spectaculaire changement de cours pour enrayer les suites des erreurs, dont celle de sous-estimer l'influence rémanente des Eglises. Ignorant ces faits la Conférence orientale des Eglises proposait le 4 juin 1953 une rencontre avec le gouvernement de RDA, proposition acceptée le 9 pour le lendemain 10 juin. La rencontre avec le Ministre-président Grotewohl conduisit celui-ci à retirer l'essentiel des mesures discriminatoires, notamment quant à la JG, à l'ESG et à l'enseignement religieux, afin de pacifier et de normaliser les relations Eglise/Etat. Le communiqué commun du 11 juin, reconnaissant les erreurs commises, entérinait ces résultats, ce dont se félicitaient les Eglises, l'EKD s'y associant dans la joie et l'espérance !

Les Eglises protestantes face au soulèvement¹¹

Pour comprendre le rôle, l'attitude et les réactions des Eglises en amont des, pendant et après les événements du 17 juin, le décalage chronologique entre les décisions, leur diffusion et réception, et le niveau d'information des différents acteurs sont à prendre en compte. Ceci est le résultat de processus de décision dont le centre est d'abord Moscou, ensuite Berlin-est, et seulement en fin de chaîne les directions d'Eglise. S'y ajoute la volonté, pour un système édifié sur le mode conspiratif, de maintenir le secret comme élément de pouvoir et l'insuffisance patente des relais de diffusion dans un modèle de fonctionnement caractérisé par des cercles d'information fortement hiérarchisés et compartimentés. De plus, le caractère largement spontané du soulèvement, malgré la théorie du complot échafaudée par le régime, et la défaillance manifeste de la police politique s'ajoutent à un enchevêtrement qui masque les causes réelles et les conséquences et expliquent aussi que les Eglises satisfaites par les concessions du régime après une période de dures confrontations aient attribué à leur capacité de

11 La bibliographie sur le 17 juin 1953 est immense et ne peut être reproduite ici. Sans entrer dans le débat sur la nature et l'ampleur du soulèvement, contentons-nous de citer ici Hernann Weber. « Es war ein Aufstnad gegen die SED-Diktatur, vorrangig getragen von Industriearbeitern, die weitergehende Forderungen erhoben und dabei von breiten Bevölkerungsgruppen unterstützt wurden. Insofern war der Volksaufstand auch ein Arbeiteraufstand. » (cité par Eisenfeld, Bernd ; Kowalczuk, Ilko-S. ; Neubert, Erhart (sous la dir. de), *Die verdrängte Revolution. Der Platz des 17. Juni 1953 in der deutschen Geschichte*, Bremen, Temmen, 2004, p. 712) et Jürgen Kocka : « Wem war am Ende der 80er Jahre bewußt, daß der 17. Juni nicht nur ein relativ begrenzter Arbeiterprotest, sondern ein breiter Volksaufstand mit ökonomischen, sozialen und politischen Zielen war, der die Systemfrage stellte ? », voir Bilanz und Perspektiven der DDR-Forschung, dans *Deutschland-Archiv*, 5 (2003), p. 765. Sur les Eglises et le 17 juin voir : Tischner, Wolfgang, *Die Kirchen im Umfeld des Volksaufstands vom 17. Juni 1953*, dans *Historisch-Politische Mitteilungen* 7 (2000), p. 151-181 ; Engelbrecht, Sebastian, *Die Kirche und der 17. Juni*, dans *Zeitzeichen* 6/2003, p.11-13.

résistance et à leur habileté négociatrice des résultats découlant en réalité d'une injonction de l'URSS. Cette surestimation de ses propres moyens et de la force de leur ancrage dans la population caractérise également la démarche des Eglises dans une confrontation d'une autre nature, celle déclenchée plus tard par la généralisation de la consécration de la jeunesse (*Jugendweihe*).

A l'issue de la rencontre au sommet entre le gouvernement et les dirigeants d'Eglise du 10 juin ceux-ci exprimaient leur volonté d'œuvrer prioritairement, non dans l'intérêt d'organisations ecclésiales ou du régime, mais dans celui du peuple et de la responsabilité pour les hommes.¹² Dibelius saluait le début d'une ère nouvelle dans les relations Eglise-Etat en assurant : « Es geht nicht um die Organisation der Kirche, sondern um die Menschen, für die wir glauben, auch eine Mitverantwortung zu haben. Ich bitte also, davon überzeugt zu sein, daß auch wir alle bereit sind, aus dem was gesagt ist, Folgerungen zu ziehen für die Sicherung des Friedens. »¹³ Ce faisant il réaffirmait la position d'une responsabilité de l'Eglise multitudiniste pour l'ensemble du peuple et reprenait en partie la langue des slogans du régime.

Une appréciation globale, qui appelle cependant quelques nuances, permet d'affirmer que les directions d'Eglise, la majorité des pasteurs et des paroisses ne se sont pas solidarisées avec les manifestants, leur attitude balançant entre la passivité, la neutralité ou le loyalisme à l'égard des autorités. Il y eut certes – et les rapports destinés au ministère de l'Intérieur émanant des Bezirke ainsi que ceux de la police politique (*Stasi*)¹⁴ le signalent – nombre de membres de paroisses et aussi de pasteurs participant aux diverses formes de protestation, sans qu'il soit possible pour autant, d'y reconnaître globalement une motivation chrétienne ou qu'ils aient reçu un soutien ouvert de leur Eglise. Un rapport de hauts responsables soviétiques, bons connaisseurs de l'Allemagne de l'est pour y avoir exercé ou y ayant encore en 1953 des fonctions de tout premier plan, de W. Sokolowski, W. Semjonow et P. Judin, mentionne l'attitude loyaliste des Eglises protestantes (et catholique), respectueuses de l'accord du 10 juin, censé mettre un terme à la confrontation Eglise-régime, et évitant tout appel ou proclamation hostiles au gouvernement. Il ajoute cependant que des membres de la JG et quelques pasteurs particulièrement hostiles au système en place, constituent une exception à ce

12 O. Grotewohl justifiait la fin surprenante du « Kirchenkampf » dans les termes suivants : « Wir kämpfen in diesen Fragen nicht, weil wir nicht gegen unser Volk kämpfen wollen. [...] Wir müssen mit unserem Volk weitergehen. Der unerträgliche Zustand muß beseitigt werden, nicht für die Kirche und nicht für uns, es muß verschwinden im Interesse unseres Volkes. », cité par Besier, *Der SED-Staat und die Kirche*, p. 125 et suiv.

13 *Kirchliches Jahrbuch für die EKD* (KJb), Gütersloh, Mohn, 1953, p. 178.

14 Besier, Gerhard, *Die Rolle des MfS bei der Durchsetzung der Kirchenpolitik der SED und Durchdringung der Kirchen mit geheimdienstlichen Mitteln*, dans *Deutscher Bundestag* (sous la dir. de), *Materialien der Enquete-Kommission « Aufarbeitung von Geschichte und Folgen der SED-Diktatur in Deutschland »*, Baden-Baden, Nomos, 1995, p. 509–558 ; Besier, Gerhard ; Wolf, Stephan (sous la dir. de), « Pfarrer, Christen und Katholiken ». *Das Ministerium für Staatssicherheit der ehemaligen DDR und die Kirchen*, Neukirchen-Vluyn, Neukirchener Verlag, 1992.

comportement.¹⁵ Le message lu en chaire lors des cultes du 21 juin, mentionné dans le rapport, relatif à l'accord du 10 juin, appelle à l'humilité et à l'obéissance due aux autorités, dans le but d'éviter des difficultés dans la mise en œuvre du nouveau cours du gouvernement. Dans son mémorandum pour le KGB le superintendant général de Berlin F. W. Krummacher, résumant la situation, confirme l'attitude d'une Eglise protestante attachée à tout mettre en œuvre pour atténuer les antagonismes, ses évêques et dirigeants faisant tout leur possible en faveur du calme et de l'ordre, afin de préserver, fidèles à l'objectif primordial de l'Eglise, les hommes de la discorde et du chaos.¹⁶ Il exprimait sa compréhension pour les revendications ouvrières et sa critique du gouvernement, qui de ce fait avait subi une perte d'autorité, le changement de cours était intervenu trop tard pour empêcher le soulèvement. Pour stabiliser la situation en RDA la force militaire était insuffisante à long terme. Il plaidait aussi pour un traitement judiciaire clément, l'indulgence et une compréhension plus profonde.

C'est dans ce contexte qu'il convient également de replacer la position du plénipotentiaire de l'EKD auprès du gouvernement de RDA H. Grüber.¹⁷ Considérant que le soulèvement populaire constituait un événement négatif, puisque amplifié par les réactions occidentales, notamment dans les médias, il mettait en danger la relative détente obtenue dans les relations Eglise/Etat, difficilement obtenue par la diplomatie ecclésiastique du dialogue.¹⁸ Cette analyse révèle une certaine proximité avec la propagande du régime accusant les médias occidentaux, et en particulier le RIAS de Berlin-ouest d'attiser le soulèvement. Dans son analyse rétrospective des événements du 17 juin Grüber estime qu'ils sont intervenus dans le plus mauvais contexte imaginable, constituant un revers pour l'Eglise et la population. La porte « entrebâillée » grâce à la stratégie ecclésiastique venait d'être « brutalement enfoncée par d'autres. »¹⁹ Dans une lettre à M. Niemöller du 22 juin

15 Ostermann, Christian F. (sous la dir. de), *Uprising in East Germany. The Cold War, the German Question, and the First Major Upheaval Behind the Iron Curtain*, Budapest, Central Europe University Press, 2001, p. 274 et suiv.

16 Voir Greschat, Martin ; Kaiser, Jochen Chr. (sous la dir. de), *Die Kirchen im Umfeld des 17. Juni 1953.*, Stuttgart, Kohlhammer, 2003, p. 240.

17 Des liens personnels entre Grüber et le vice-ministre-président et président de la CDU O. Nuschke auprès duquel était rattaché le département principal des relations du gouvernement avec les Eglises en 1950 avait conduit le bureau politique du SED à considérer celui-ci comme une tête de pont ecclésiastique au sein du gouvernement de la RDA.

18 Rink, Sigurd, *Der Bevollmächtigte. Probst Grüber und die Regierung der DDR*, Stuttgart, 1996, p. 195 ; Köhler, Günter (sous la dir. de), *Pontifex, nicht Partisan. Kirche und Staat in der DDR von 1949 bis 1958. Dokumente aus der Arbeit des Bevollmächtigten des Rates der EKD bei der Regierung der DDR*, Stuttgart, Evangelisches Verlagswerk, 1974 ; Grüber, Heinrich, *Erinnerungen aus sieben Jahrzehnten*, Köln, Kiepenheuer und Witsch, 1968.

19 Grüber, *Erinnerungen*, p. 343 et suiv: « Für die Kirche bedeuten diese Ereignisse einen Rückschlag, wahrscheinlich auch für die Bevölkerung der DDR [...] Mir war auch klar, daß unsere Bemühungen um einen grundsätzlichen Ausgleich mit dem Staat jetzt als fehlgeschlagen gelten mußten. Wir hatten versucht, die Tür einen Spalt weit zu öffnen. Aber andere hatten sie brutal aufstoßen wollen ».

il exprimait ses craintes quant à une aggravation de la situation, car selon lui, derrière l'apparent calme le feu continuait à couver.²⁰

Les interventions en faveur des victimes de la répression après le 17 juin auprès du Haut commissaire Semjonow et du ministère de la justice, émanant des dirigeants d'Eglise²¹ contrastent avec la grande réserve observée pendant le soulèvement. Plaidant pour la réconciliation, la paix et l'humanité, pour un traitement juste et équitable pour les personnes incarcérées, elles témoignent d'une profonde compréhension pour les motivations des ouvriers, Dibelius allant même jusqu'à les assurer de son soutien moral dans ses sermons des 28 juin et 5 juillet 1953.²²

Nous nous contenterons ici de quelques aperçus des réactions régionales dans les Eglises aux événements du 17 juin. Nous nous fondons sur l'analyse effectuée par A. Strübind²³ et des rapports des informateurs dans les Bezirke au ministère de l'Intérieur, en privilégiant ce qui est signalé à propos de la JG à Güstrow. Un pasteur manifeste en compagnie de membres de la JG à Potsdam, deux pasteurs investissent un club de jeunes. Un autre demande que l'on accueille avec des fleurs les élèves exclus et que le 17 juin les cours soient interrompus pour permettre la participation aux manifestations. A Francfort-sur-l'Oder, des membres de la JG se seraient manifestés dans le cortège par des violences. En Thuringe, c'est le loyalisme de l'évêque M. Mitzenheim qui est souligné, et ce malgré l'incarcération de son frère Edgar, pasteur. Il tentera en vain d'obtenir des améliorations pour l'enseignement religieux, mais enjoignit aux pasteurs de s'engager pour le calme et l'ordre, qualifia le 17 juin de provocation fasciste et contribua grandement à la fin des désordres. Une exception est constituée par le superintendant Gerhard Stammler, désigné comme un adversaire déclaré de la RDA et de l'URSS et qui aurait conduit un cortège de manifestants et pris la parole pour annoncer le début d'une ère nouvelle. Il est condamné à un mois de prison avec sursis. En Saxe un appel des autorités ecclésiastiques est lancé le 19 juin pour demander aux chrétiens protestants de s'abstenir de toute manifestation et de s'engager pour le calme et l'ordre. Ayant constaté le grand nombre de manifestants portant l'insigne de la JG²⁴, on ordonne à ses membres de ne pas le porter ostensiblement. Dans le *Bezirk* de Karl-Marx-Stadt des pasteurs interrogés se réclament du devoir de loyalisme fondé théologiquement à l'égard des autorités temporelles. Dans un constat d'ensemble le SED remarque la neutralité des directions d'Eglise et l'engagement de celles de Saxe et de Thuringe pour le maintien du calme, de l'ordre et de la sécurité publics. Les membres de la JG sont mentionnés comme

20 Rinck, *Der Bevollmächtigte*, p. 215.

21 KJb 1953, p. 182 ; Grüber, *Erinnerungen*, p. 344. Dans un appel à Semjonow non rendu public les dirigeants d'Eglise de la Conférence Est critiquent la vague d'arrestation, demandent un traitement clément et expriment leur profonde compréhension humaine pour les revendications ouvrières que des déclarations lénifiantes et des demi-mesures ne sauraient satisfaire.

22 Rink, *Der Bevollmächtigte*, p. 215 ; Tischner, *Die Kirchen im Umfeld*, p.178.

23 Strübind, Andrea, *Die Religionsgemeinschaften und der Volksaufstand vom 17. Juni 1953*, dans *KZG* 17 (1/2004), p. 63-99.

24 Il s'agit d'un petit globe terrestre surmonté d'une croix.

fauteurs de troubles dans le *Kreis* Finsterwalde, à Bitterfeld, Halle, Leipzig, dans des écoles, où sont enlevés des portraits de Pieck et de Staline.

Ceci contraste singulièrement avec la retenue dominant chez les pasteurs et les dirigeants d'Église, appelant au respect des accords du 10 juin. On constate un large éventail d'opinions, à la fois fruit et levier de la politique de « différenciation » du régime. Certains pasteurs reprennent le slogan de la propagande du SED (tentative de putsch fasciste), d'autres voient dans l'intervention soviétique la prévention d'une guerre civile ou même d'une guerre mondiale, d'autres encore interprètent le communiqué du 11 juin comme un signe de la faiblesse du système. Prudence et réserve, neutralité, volonté de non immixtion le disputent à la compréhension pour les manifestants et à l'intercession pour les victimes de la répression ou encore à l'indifférence. Certains pasteurs s'expriment en faveur d'une démocratie de type occidental, d'autres se réfèrent à Niemöller et à la coexistence nécessaire des deux systèmes. Dibelius, Mitzenheim et Grüber soutiennent des positions très divergentes. Ce dernier voit son projet d'un appel de l'Église de Berlin-Brandebourg aux quatre Hauts commissaires alliés en faveur de la fin de la guerre froide et d'une compréhension réciproque rejeté par les dirigeants d'Église le 24 juin. Dans son sermon du 26 juin à la *Marienkirche* de Berlin, il taxe le projet d'aide des USA à la population de RDA, qui serait distribuée par les Églises, d'élément de leur guerre psychologique. Quelques semaines plus tard, il épouse pratiquement les thèses du régime sur les provocations occidentales comme déclencheurs du 17 juin et s'élève contre ceux qui dramatisent une détresse et des difficultés réelles pour proposer leur aide, afin de susciter le désordre et la discorde, et de ce fait provoquer de nouveaux malheurs.²⁵ L'organe du SED *Neues Deutschland* publia des extraits de la prédication, et le 8 août Grüber en reprit pour *Die Neue Zeit*, organe de la CDU-est, les idées directrices. Les médias occidentaux s'en saisirent, ce qui conduisit Dibelius, sommé par Adenauer, de se prononcer sur cet épisode, à prendre ses distances vis à vis de Grüber. Le soulèvement du 17 avait pris les dirigeants d'Église de court, d'autant plus, qu'à la suite des 10 et 11 juin ils avaient appelé au calme.

Conclusion

La rencontre au sommet et le communiqué commun des 10 et 11 juin marquent à bien des égards, avec le soulèvement du 17 juin, une nouvelle césure dans les relations antagonistes Église/régime en RDA. L'accord qui veut œuvrer pour la pacification des esprits désamorce pour un temps un conflit ouvert, aggravé en 1952, et apporte à l'Église un soulagement après les traumatismes subis. En échange de concessions notables elle s'engage à s'abstenir « d'ingérences contraires à la Constitution dans la vie économique et politique du peuple ».²⁶ Quand on connaît la faible pertinence juridique effective de la constitution de 1949, les interprétations à géométrie variable dont elle est l'objet, on mesure la portée de l'abandon implicite de l'article 41/2, déjà précédé de l'interdiction de tout abus,

25 Grüber, *Erinnerungen*, p. 349 et suiv.

26 KJb 1953, p. 95 et suiv.

stipulant le droit des Eglises à des prises de position publiques sur les questions d'intérêt vital pour le peuple. L'Eglise renonce, au moins partiellement, à sa fonction de vigile pour l'ensemble de la population qu'elle exerçait dans les années 1949/51 lorsqu'elle s'exprimait sur le non respect des principes démocratique et les manipulations électorales. Elle accepte de fait de limiter son champ d'intervention à la vie ecclésiale puisque le régime reste maître de la définition de ce qui est contraire à la Constitution. Ceci est patent lorsque l'on compare les rencontres au sommet des 28 avril 1950 et 10 juin 1953. Cette auto-restriction, gage de neutralité, fut en 1953 le prix à payer pour la levée des mesures discriminatoires les plus manifestes. Conjuguée avec l'expérience existentielle de la puissance militaire soviétique comme facteur décisif, les jours de 10 et 11 juin instaurent une diplomatie du « dialogue », qui deviendra rapidement un pseudo-dialogue, qui privilégie la prudence de la conduite tactique et renonce à l'affrontement ouvert, contribuant de ce fait à la stabilisation du système. Avec l'hémorragie, croissante jusqu'en 1961, des forces vives de son socle sociologique, l'Eglise perdra progressivement sa capacité de résistance. En acceptant de fait que la question du détenteur du pouvoir était réglée, l'Eglise acceptera, au fur et à mesure, de passer d'une phase déterminée par des accords officiels publics à celle des arrangements informels souvent conditionnés par leur caractère secret. Les événements de juin 1953 marquent également le renforcement et la visibilité des lignes de partage au sein de l'Eglise, perceptibles notamment à travers la démarche de dirigeants comme Dibelius, M. Mitzenheim et Grüber. Le régime mettra à profit ces brisures comme levier de sa stratégie de différenciation. En définissant le 17 juin comme une protestation ouvrière, les dirigeants d'Eglise récuse, certes, la thèse du complot d'origine extérieure, mais la compréhension qu'ils témoignent pour les revendications et leurs demandes de clémence montrent bien qu'ils perçoivent le monde ouvrier comme un ensemble qui leur est largement extérieur, voire étranger. La solidarisation du pasteur Edgar Mitzenheim, frère de l'évêque de Thuringe, avec les paysans enrôlés dans la LPG et condamné à six ans de réclusion, reste un phénomène isolé. Ce faisant ils entérinent en quelque sorte une prise de distance par rapport à la dimension sociale globale des événements et confirment la perte de prise des Eglises sur le mouvement ouvrier, réformiste ou révolutionnaire, perceptible dès le XIX^e siècle.

Malgré la perte de substance analysée plus haut, l'Eglise persiste à surestimer ses forces réelles et la solidité de son enracinement dans la population. Elle maintient des modèles de comportement peu appropriés aux situations, dont les exemples patents sont l'analyse de la crise du 17 juin 1953 et le bras de fer qu'elle engagera avec le régime à l'occasion de l'introduction généralisée de la *Jugendweihe*. Cette occasion réduira son implantation, non pas tellement par désadhésion ou sortie d'Eglise, mais plutôt par érosion du fait de la non réadhésion volontaire par la confirmation, première forme de non transmission intergénérationnelle soumise à validation par l'Eglise. Elle perd ainsi un rite de passage ancestral au

bénéfice du régime.²⁷ La crise paroxystique du 17 juin 1953 et la reculade passagère d'un régime aux abois ressemblent fort à une victoire à la Pyrrhus pour l'Eglise. La césure que constituent ces événements ne réside pas tant dans l'attitude fondamentale du régime à l'égard de l'Eglise – ce que confirme la poursuite de l'activité de la police politique –, que dans l'expérience existentielle de toute une génération de citoyens de la RDA qui, les premiers dans le bloc soviétique, constateront l'inanité de leur volonté de changement face à la répression militaire soviétique. L'effet collatéral du 17 juin 1953 est un revirement tactique de la politique du régime à l'égard d'une Eglise qui, certes sevrée d'informations, procède à des analyses insuffisantes, et de l'action du régime et de ses propres évolutions internes. Elle a bien résisté à l'assaut frontal comme en témoignent le maintien et même l'augmentation des chiffres d'appartenance à la JG : 108 417 au 1 juin 52, 125 025 au 1 juin 1954. Elle n'a pas accepté, au grand dam du régime, d'être confinée dans les lieux de culte et elle a toujours revendiqué comme relevant de son ministère, la présence et l'activité dans la sphère publique. Avant et pendant la crise de mai-juin elle a manifesté la capacité de l'appareil ecclésial de réagir avec promptitude, car elle dispose à l'époque d'un accès relativement direct aux sphères dirigeantes de l'appareil d'Etat, malgré toutes les manœuvres dilatoires de celui-ci, via le plénipotentiaire Grüber et la CDU-est. Elle n'hésite pas à en faire usage, y compris de l'ultime recours aux autorités soviétiques. Le débat reste encore relativement public et se distingue donc nettement de la diplomatie secrète qui s'instaurera peu à peu par la suite, le régime posant même la confidentialité stricte comme condition *sine qua non* d'entretiens afin de régler des problèmes particuliers sans toucher aux principes généraux. C'est cette incontournable diplomatie secrète qui sera reprochée par la suite à M. Stolpe.

Dans la crise qui précède le 17 juin l'Eglise semble cependant réduire sensiblement sa voilure dans l'affrontement et se positionne davantage sur un ensemble de problèmes, certes fondamentaux, mais moins sur les principes généraux de la démocratie. Dans leur argumentation et leur démarche les dirigeants d'Eglise se réfèrent volontiers à la légalité, alors que le régime a cessé depuis longtemps d'être un Etat de droit, préfigurant ainsi la stratégie de la fin des années 80 qui consistait à mesurer le « socialisme réellement existant » à l'aune de ses propres prétentions. En 1953, les différences dans la stratégie proposée par divers dirigeants d'Eglise sont cependant, à cette époque, plus le résultat de tempéraments et de biographies individuelles que le fruit de la politique de « différenciation », c'est-à-dire de division du régime. Le maintien du modèle organisationnel et comportemental de type multitudiniste, préféré au type confessant d'une partie de l'Eglise sous le III^e Reich, bénéficie alors encore du toit commun de l'EKD, structure dont le fonctionnement est certes peu à peu entravé par le régime. Le constat du maintien inadéquat à la situation nouvelle du vêtement trop ample de la « conception constantinienne du christianisme », la mise en question radicale de celle-ci, y compris dans ses fondements théologiques, ne sera formulée qu'au

27 Voir Urban, Detlef ; Weitzen, Hans W., *Jugend ohne Bekenntnis ? 30 Jahre Konfirmation und Jugendweihe im anderen Deutschland 1954–1984*, Berlin (Ouest), Wichern, 1984.

début de 1956 par Günter Jacob, Generalsuperintendent de Cottbus devant le synode de l'EKD à Berlin-Spandau et repris dans une émission du *Süddeutscher Rundfunk* le 30 novembre 1968.

Nous ajoutons ici le témoignage de H. Baumgärtel, étudiant en mathématiques à l'Université Humboldt, membre de la JG et de l'ESG, sommé de s'en détacher et menacé individuellement par le prorecteur Robert Havemann d'exclusion en cas contraire le 4 juin 1953 et informé en groupe le 11 juin par le même, qu'avec le « nouveau cours » « tout était en ordre » et que rien ne s'opposait à la poursuite de ses études.

Le témoignage de Hellmut Baumgärtel

« Zur Kampagne der SED gegen die « Junge Gemeinde » (JG) und die « Evangelische Studentengemeinde » (ESG) an der Humboldt-Universität Berlin (HU) 1952/53. Persönliche Erinnerungen und nachträgliche Recherchen für die Zeit von Januar bis Juli 1953 von Hellmut Baumgärtel.

1934 geboren, bin ich in einem Dorf der Oberlausitz aufgewachsen, in einem christlichen Elternhaus in einfachen Verhältnissen. Der Besuch der Oberschule in Zittau ab 1948 war nur mit kommunaler Unterstützung möglich. Bereits in dieser Zeit hatte ich eine enge Bindung an die JG, vor allem im Heimatort. Der damalige Ortpfarrer Husar hatte während der Nazizeit im KZ Dachau gesessen und dort Propst Grüber kennengelernt. Diese Zeit hatte ihn sehr geprägt. Im September 1952 begann ich mit dem Studium der Mathematik an der HU und fand bald Anschluß an die ESG der HU. Studentenfarrer war Eberhard Bethge. Von ihm erfuhren wir von Leben, Werk und Schicksal Bonhoeffers.

27. Januar 1953: Beschluß des Politbüros der SED über das konkrete Vorgehen gegen die JG (Tarnorganisation für Kriegshetze, Sabotage und Spionage). Unmittelbare Folge: Propagandaveranstaltungen gegen die ESG, auch schon erste Exmatrikulationen und Verhaftungen. – Hetzartikel (Extrablatt) der « Jungen Welt » im April 1953 (« Junge Gemeinde » – Tarnorganisation für Kriegshetze, Sabotage und Spionage im USA-Auftrag).

April 1953: Veranstaltung der Math.-Nat.-Fakultät in einem großen Hörsaal (2038 im Hauptgebäude Unter den Linden 6), ca. 100 Anwesende. Zunächst: die üblichen Hetzreden gegen die ESG. Dann werden Namen genannt von Studenten, darunter auch meiner, mit der Aufforderung, jetzt Stellung zu nehmen und sich von der ESG zu distanzieren. Ich stehe auf und verweigere die Distanzierung mit dem Argument, die ESG und die JG seien keine Tarnorganisationen, sondern « Gemeinde in der Kirche ».

30. April 1953: Brief der Vertrauensstudenten der ESG der HU an die Regierung der DDR, Parteileitung der CDU, Zentralrat der FDJ, in dem gegen das Vorgehen gegen die ESG protestiert wird. – Es gab schon im 1. Studienjahr ein obligatorisches Studienfach « Gesellschaftswissenschaften » (Gewi) und am Ende des Studienjahres Prüfungen in diesem Fach. Diese Prüfungen wurden nun als weiteres Druckmittel gegen die ESG-Leute benutzt. – Eine allgemeine Einschätzung (aus einem Bericht des Reisesekretariats über die ESG der HU): « ... Zu Beginn der gesellschaftswissenschaftlichen Prüfungen werden etwa 1/3 der Stu-

dentengemeindeglieder um Stellungnahmen gebeten und bei positiver Stellungnahme zur ESG nicht weiter geprüft. Das bedeutet nach Aussagen des Prorektors (für Studentenangelegenheiten) Havemann nachfolgend Exmatrikulation... » – In der Woche von Montag, 11. Mai bis Sonnabend 16. Mai fand meine Gewi-Prüfung als 1. Prüfung statt. Seit meiner JG-Zeit trug ich das christliche Abzeichen des « Kugelkreuzes ». D.h. ich trug es auch, als ich zur Gewi-Prüfung ging, denn ich hatte keinerlei Veranlassung, es ausgerechnet aus diesem Anlaß zu « verstecken ». Der Prüfer war Heinrich Saar. Gleich zu Beginn, ich hatte höchstens 3 Worte gesprochen, unterbrach mich Saar und nahm Anstoß am Kugelkreuz. Er verlangte von mir eine sofortige Distanzierung von der ESG der HU und auch von meiner Heimat-JG. Ich verweigere dies: das kommt für mich nicht in Frage, denn die Anschuldigungen sind falsch, die ESG ist keine « Organisation », sondern Gemeinde als Teil der Ev. Kirche (EK), schon gar keine Spionageorganisation und am allerwenigsten würde ich mich von meinen Mitchristen aus der JG zu Hause distanzieren. Daraufhin hat mich Saar von der Prüfung ausgeschlossen. Danach hatte ich Angst, ob wohl die nächsten Prüfungen überhaupt stattfinden würden. Am Dienstag, 19. Mai, war die Prüfung « Analytische Geometrie » bei Prof. Kaloujnine, der nicht auf den Ausschluß von der Gewi-Prüfung Bezug nahm. Nach dieser Prüfung bemühte ich mich um ein Gespräch mit Herrn Saar. Dieses Gespräch fand statt in der Zeit von Mittwoch 20. bis Sonnabend 23. Mai. In diesem Gespräch habe ich gesagt: Nur wenn jemand aus der ESG nachweislich « Kriegshetze oder Spionage etc. » betrieben hat, käme in einem solchen konkreten Fall eine Distanzierung von der Person in Frage. Keinesfalls eine Distanzierung von JG und ESG allgemein. Das Ergebnis war, daß ich sofort zur « Wiederholungsprüfung » bei ihm (Saar) antreten mußte, die mit « 3 » endete. –Ich konnte später (bei Durchsicht eines Dokuments « Aussprache zwischen Vertretern der FDJ, anwesend Honecker u.a., und der EK, Grüber u.a. ») feststellen, daß mein Argument in dem Gespräch mit Saar konform war mit Bemerkungen von Propst Grüber, der folgendes sagte: « ...Kirchliche Jugend legt keinen Wert auf Leute, die bei ihr unterkriechen. ... Wenn wirklich antidemokratische Elemente in der JG seien, dann solle man nicht auf die ganze JG schließen, das täte man auch nicht bei dem Rausschmiß von 2 Ministern von 22 und das seien dann 10 Prozent, während soviel für die JG nie infrage kämen. Er bittet um Aussprache, wo solche Fälle auftauchten und verbittet sich Information darüber in der Presse in aggressiver Form... »

Donnerstag, 28. Mai 1953: Senatsversammlung der HU. Ein Tagesordnungspunkt ist « JG ». Der « Sekretär der Hochschulgruppe der FDJ », Frl. Schönfelder, hält ein Hetzreferat gegen die ESG. Prof. Steiniger (Dekan der Juristischen Fakultät) hat eine EntschlieÙung verfaÙt, die zum SenatsbeschlÙ wird (mit einer Änderung, die Magnifizienz vorschlägt). Dieser BeschlÙ hängt mit einer « Feststellung » des Generalstaatsanwalts der DDR zusammen, daß die ESG und die JG « als Organisationen nicht registriert seien », also staatsfeindlich sind und das Problem auf juristischem Weg zu erledigen sei. Dadurch war die ESG staatlicherseits kriminalisiert. Der SenatsbeschlÙ bezog sich wohl darauf, diese Bewertung des Generalstaatsanwalts zu übernehmen und in der HU zu praktizieren, d.h. ein

staatliches Verbot der ESG für den Bereich der HU auszusprechen. Der Theologe Elliger, der sich in der Diskussion gegen die Hetzrede von Frl. Schönfelder wandte und zu Bedenken gab, gegen die Feststellung des Generalstaatsanwalts sei Einspruch erhoben worden, wurde von Havemann und Steiniger scharf angegriffen. – Dieser Senatsbeschluß brachte eine nochmalige Verschärfung der Situation. Ich erhielt eine Vorladung zum Prorektor für Studentenangelegenheiten, Prof. R. Havemann, zu Donnerstag, 4. Juni 1953. Es war eine Einzelvorladung, jedoch waren noch etliche andere Leute aus der ESG zu ähnlicher Zeit vorgeladen. Kern der Vorladung war ein Ultimatum von Prof. Havemann: Entweder Distanzierung von der ESG oder Exmatrikulierung. Er gab eine Woche Bedenkzeit. Diese Vorladung ist für mich und viele andere ein schwerer Schlag gewesen. Wir fanden aber Rat und Hilfe bei Pfarrer Bethge in Eichkamp, den wir anschließend aufsuchten.

Dienstag, 9. Juni 1953. Der Generalsuperintendent von Berlin Krummacher schreibt einen Brief an den Rektor der HU Neye. In diesem Brief nahm er Bezug auf die Vorladungen am 4. Juni, das Ultimatum, die eine Woche Bedenkzeit und den Senatsbeschluß, der nicht veröffentlicht und den Studenten nicht bekannt wäre. Zu diesem Zeitpunkt war (uns) nicht bekannt, daß seit Anfang Juni 1953 aufgrund einer « Weisung aus Moskau » eine Änderung der Politik der SED anstand, darunter « ... Die Verfolgung einfacher Teilnehmer der Jungen Gemeinde ist einzustellen... »

Mittwoch, 10. Juni 1953: Der « Neue Kurs » wird öffentlich verkündet. An diesem Tag findet ein Gespräch zwischen Vertretern des Ministerrats (u.a. Grotewohl) und Vertretern der EK statt. Von Grotewohl wird in Bezug auf die ESG zugesagt: « Alle im Zusammenhang mit der Zugehörigkeit zur ESG oder sonstigen Studentengemeinden ausgesprochene Exmatrikulationen sind sofort vom Staatssekretär für Hochschulwesen zu überprüfen und bis zum 20. Juni 53 zu entscheiden. »

Donnerstag, 11. Juni 1953: An diesem Tag lief das Ultimatum von Havemann ab. Das erste, was wir vom « Neuen Kurs » merkten, war, daß es diesmal eine Sammelvorladung bei Havemann war, an der nach meiner Erinnerung ca 20–25 Leute versammelt waren. Havemann verkündete, wir wüßten ja vom Neuen Kurs, wir könnten alle weiterstudieren, es wäre alles in Ordnung. Von Bedauern über die Verdächtigungen und das Ultimatum etc. war keine Rede. – In der ersten Zeit danach habe ich, und viele andere auch, gedacht, daß sich nun etwas verändern würde. Doch das war eine Illusion. Schon bald stellten sich die alten Verhältnisse wieder ein, es gab zwar keine groben Bedrohungen (wie Exmatrikulation etc.) mehr, aber es war insofern « schlimmer », da man nun endgültig als « Schwarzes Schaf » identifiziert war. Die Partei vergaß nichts. Aber das merkte man erst viel später. H. Baumgärtel.»